

Proposition de réduction des cibles de GES du gouvernement du Québec pour l'année 2030

Mémoire présenté par Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ) à la Commission des Transports et de l'Environnement

REPRÉSENTATION POLITIQUE / INFORMATION STRATÉGIQUE / OCCASION D'AFFAIRES / MEILLEURES PRATIQUES / RÉSEAUTAGE

Volonté et responsabilité des dirigeants d'entreprises

Il existe au Québec près de dix mille dirigeants d'entreprises manufacturières, et l'immense majorité veut collaborer avec le gouvernement et contribuer à l'effort de réduction des émissions.

La clé pour associer ces dirigeants aux efforts qui seront consentis consiste à réduire nos émissions de GES sans nuire à l'économie.

Associer les dirigeants aux efforts du gouvernement

Le gouvernement doit donc pouvoir identifier les bonnes politiques afin d'élargir au maximum son appui auprès des dirigeants que nous représentons. Le marché du carbone en est un excellent exemple. L'industrie doit faire preuve d'ingéniosité et investir davantage dans l'efficacité énergétique si elle veut s'en soustraire. Ce qui est profitable à tous.

Cela amène notre *première recommandation* au gouvernement : il faudra s'assurer que les sommes prélevées sont bel et bien réinvesties dans le Fonds Vert. Les dirigeants perdraient confiance dans le processus s'il s'avérait que le gouvernement utilise les sommes autrement. Notre *deuxième recommandation* est à l'effet qu'une gouvernance adéquate soit mise en place pour s'en assurer. Nommément, une association comme la nôtre souhaiterait être impliquée afin de pouvoir faire rapport aux dirigeants. Les patrons, comme vous le savez, sont toujours curieux de savoir par où passe l'argent, comme on dit. Ils sont encouragés par le fait que le marché du carbone est une initiative du gouvernement qui contribue à l'économie plutôt que d'être strictement une sanction; il est important pour eux de voir que les efforts consentis ne se limitent pas aux propositions des groupes militants. Bref, pour les entreprises que nous représentons, les chances sont bien meilleures d'en arriver à des objectifs ambitieux si la logique économique et les objectifs du gouvernement sont complémentaires.

Un objectif ambitieux

Cela est d'autant plus important que l'objectif du gouvernement du Québec, il faut bien le dire, est plutôt ambitieux.

Le Québec avait comme objectif de réduire les émissions de 20% pour 2020 par rapport à 1990. 8% ont été atteints, ce qui nous laisse 12% à faire en 8 ans. Ou 29,5% dans les 15 prochaines années, ce qui est 2% par année. Ce qui est plus que nos taux de croissance récents. C'est donc ambitieux. Très ambitieux.

L'industrie sera dans la solution. Puisqu'elle est directement responsable de 28% des émissions de GES, elle fera partie de la responsabilité collective. De ce 28%, 55% est de l'ordre de la consommation énergétique, 43% des procédés industriels, et 2% des émissions fugitives et emplois de solvants. L'industrie a au moins trois leviers importants sur lesquels elle peut agir. Plus un quatrième, plus indirect. Le transport des marchandises effectué par l'industrie contribue largement aussi à l'émission de GES. Mais ce secteur réalise des gains, alors que la hausse se fait sentir du côté des véhicules de promenade.

En d'autres mots, l'industrie ne pourra à elle seule régler le problème. Il ne faudra pas, pardonnez-nous l'expression, perdre le contrôle sur les transports. Les avenues sont multiples pour le gouvernement. Les plus acceptables sont l'électrification des transports, un plus grand investissement dans le transport en commun, ou le support aux consommateurs qui choisissent un véhicule moins énergivore. Mais il y en aura d'autres, moins faciles, qui seront peut-être nécessaires. Comme une surtaxe sur les VUS. Une inspection obligatoire pour les véhicules anciens. Une augmentation du prix de l'essence pour les consommateurs et les entreprises, et une augmentation pour le mazout et le propane pour les propriétaires. Pour ne rien dire de la pédagogie qui sera nécessaire. Selon un sondage récent, une majorité de Québécois veulent prioriser les énergies renouvelables, mais ils refusent de payer pour les investissements que cela nécessitera.

Loin de nous l'idée d'amorcer aujourd'hui le débat sur ces questions. Ce que nous exprimons, c'est la nécessité pour les industriels de voir que chacun fera sa part au Québec.

La coordination des efforts, et un horizon plus large

L'industrie manufacturière souhaite également que le gouvernement fasse preuve de cohérence dans ses actions.

Comment, par exemple, s'attaquer aux émissions par le transport collectif sans remettre sur la table la question de l'étalement urbain ? La voiture électrique risque-t-elle-même de le favoriser ?

Combien de temps refusera-t-on aux écoles l'argent nécessaire pour se transformer et être plus efficace, sous prétexte qu'il n'y a pas un sou dans la caisse cette année ?

Combien de temps allons-nous attendre pour acheminer le gaz naturel liquéfié sur la Côte-Nord, ce qui permettrait une réduction appréciable des coûts pour l'industrie minière et la réduction de 30% des GES ?

Autant d'exemples selon nous qui démontrent la nécessité pour le gouvernement d'orienter toute son action vers l'atteinte des cibles.

Demandes de l'industrie

Les manufacturiers québécois veulent faire partie de la solution. Mais ils veulent aussi que les conditions d'affaires ne se détériorent pas au Québec.

Avant d'aller plus loin, il est utile de rappeler que les entreprises sont fortement taxées au Québec, et que la lourde réglementation constitue une entrave au bon fonctionnement des organisations. Il faut donc pour s'assurer leur confiance que les stratégies mises en place pour atteindre les cibles d'émissions de GES ne viennent pas détériorer davantage le climat d'affaires au Québec.

Dans un premier temps, et c'est notre *troisième recommandation*, nous souhaitons recevoir des rapports réguliers du gouvernement sur les sommes récoltées par le marché du carbone. Nous voulons nous assurer que les cibles de 3 milliards \$ seront atteintes en 2020.

Notre *quatrième recommandation* est à l'effet d'utiliser les sommes récoltées dans le Fonds Vert pour permettre la création d'entreprises émergentes. Il faut favoriser l'entrepreneuriat au Québec; voilà une excellente façon d'y contribuer.

Notre *cinquième recommandation* est la plus prévisible : que des mesures de transition adéquates soient prévues. Dans un premier temps, si comme le prévoit l'étude microéconomique le Québec réduit sa richesse collective de 600 millions \$ et perd 3 000 emplois dans son action pour réduire les GES, il faut prévoir réinjecter ces sommes dans l'économie. Dans un deuxième temps, nous souhaitons des mesures d'aide pour favoriser la transition vers d'autres formes d'énergie pour les entreprises. Et il ne faut pas oublier les PME ni les petites entreprises; ce sont souvent elles qui n'ont pas les moyens d'opérer ces transitions.

L'industrie lourde, par exemple, aura comme premier réflexe d'implanter de nouvelles technologies pour réduire sa consommation d'énergie. Les petites entreprises chercheront de leur côté à réduire leurs coûts de transport en raison de l'augmentation prévisible du prix de l'essence et de l'imposition possible du péage sur les autoroutes. Il faudra des mesures adaptées à la réalité.

Notre *sixième recommandation* est de commencer par des projets pilotes en matière d'électrification des transports. Nous ne devons pas rater l'expérience; cela doit se faire de manière collective, en tenant compte de l'intérêt de tous. Les gens d'affaires sauront trouver les opportunités s'ils comprennent bien les orientations du gouvernement et les besoins du marché.

Manufacturiers et Exportateurs du Québec appuie le gouvernement

Manufacturiers et Exportateurs du Québec appuie le gouvernement dans son ambition de réduire les émissions de GES. Il encourage le gouvernement à demeurer l'un des leaders mondiaux dans la lutte aux changements climatiques. Si la création du marché du carbone a pu être perçue comme un geste coercitif par certains, on voit aujourd'hui avec l'adhésion de l'Ontario, le Clean Power Plan américain et l'annonce d'une proposition chinoise pour 2017 que le gouvernement a fait preuve de vision.

Nous encourageons donc le Québec à continuer de définir ses propres orientations nonobstant la position du gouvernement du Canada, qui est à venir à la lumière des résultats de lundi. Cette obstination, si je puis dire, a permis la création du SPEDE. Mais le Québec doit viser l'adhésion de l'Alberta, entre autres, si on veut avoir une stratégie canadienne. Son ambition doit le porter jusque-là; la conjoncture est meilleure qu'avant. De toute façon, nous n'aurons pas le choix : à terme, les manufacturiers québécois seront pénalisés si leurs voisins canadiens ne sont pas contraints à acheter des droits sur le marché du carbone.

Pour nous, la question est et demeurera : comment concilier économie et réduction des GES pour que chacun en bénéficie – dans un contexte où le gouvernement ne pourra pas réellement compter sur d'autres ressources que celles qui seront générées par le Fonds vert.

Je vous remercie de votre attention.

Première recommandation : s'assurer que les sommes prélevées sont bel et bien réinvesties dans le Fonds Vert. Les dirigeants perdraient confiance dans le processus s'il s'avérait que le gouvernement utilise les sommes autrement que pour le Fonds vert.

Deuxième recommandation : une gouvernance adéquate pour s'en assurer de ce processus.

Troisième recommandation : des rapports réguliers du gouvernement sur les sommes récoltées par le marché du carbone. Nous voulons nous assurer que les cibles de 3 milliards \$ seront atteintes en 2020.

Quatrième recommandation : utiliser ces sommes pour permettre la création d'entreprises émergentes plutôt que de multiplier les programmes gouvernementaux.

Cinquième recommandation : des mesures de transition adéquates qui tiennent compte de la réalité des entreprises.

Sixième recommandation : commencer par des projets pilotes en matière d'électrification des transports.